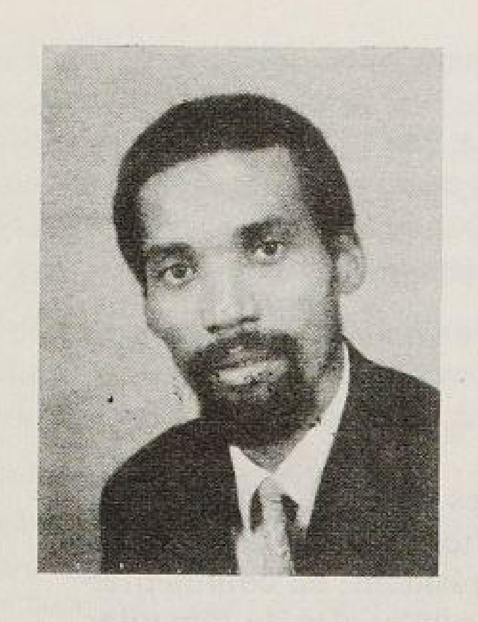
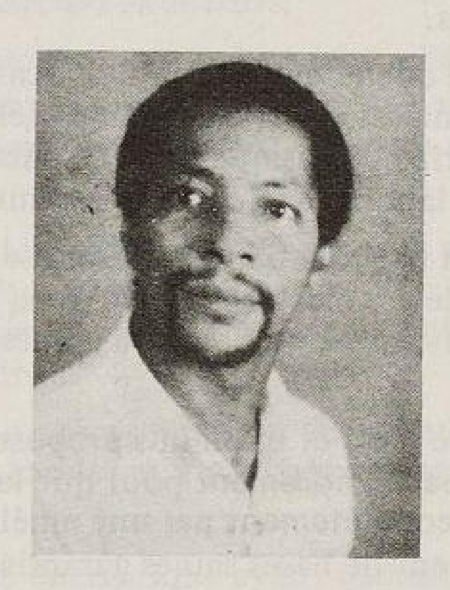


Elections Législatives 1er tour du 14 Juin 1981

ENELEDA Christian



SUPPLEANT

PELAGE Emmanuel

Des hommes nouveaux.

Pour une MARTINIQUE Au Travail et Responsable

Electrices, Electeurs,

Dès la proclamation des résultats du deuxième tour des élections Présidentielles, les états-majors politiques se sont immédiatement lancés, en vue de la campagne des élections législatives annoncées par le nouveau Président, en commentaires brumeux, en analyses savantes, et en déductions complexes afin de rameuter sous leurs bannières respectives un électorât désabusé et désorienté.

En définitive, loin d'adopter l'attitude réaliste imposée par une analyse objective de la situation, les hommes qui tiennent le devant de la scène politique replacent, volontairement, l'éternelle rengaine du statut au centre du débat.

Une fois de plus, les véritables problèmes de ce Département sont escamotés par ceux qui, de droite ou de gauche prétendent encore, après avoir développé pendant trente ans un discours faussé, parler au nom des Martiniquaises et des Martiniquais.

En réalité quelle que soit la signification que donnent, au vote des Martiniquais lors des dernières élections Présidentielles, les spécialistes de la démagogie, de quelque horizon politique dont ils puissent se prévaloir, **les préoccupations réelles** de la masse laborieuse de ce Département **demeurent avec toute leur acuité.**

Et, **il n'est pas tolérable** que la classe politique puisse à nouveau **esquiver,** à l'occasion de ces élections législatives, **le véritable débats,** alors que notre économie s'est effondrée et que notre jeunesse est acculée au désespoir d'un avenir sans travail.

Pour notre part, ce que nous proposons aux Martiniquaises et aux Martiniquais **c'est de se battre âprement** pour que **le changement** proné par les uns et les autres **se traduise concrètement** par une amélioration de nos conditions de vie et par l'établissement de bases saines garantissant le devenir de ce département.

Or de toute évidence ce véritable changement ne saurait être amorcé par ceux qui de tous temps **ont oublié que leur devoir était,** avant tout, **de défendre les intérêts supérieurs de la Martinique.**

Loin de se soucier des aspirations profondes de la population, les hommes politiques en place ont constamment **abandonné le pouvoir de décision** entre les mains des instances administratives et gouvernementales, les uns se complaisant dans un attentisme béat, les autres se cantonnant dans un négativisme aussi stérile que dérisoire. **L'immaturité politique dont on accuse les Martiniquais est exclusivement le fait des hommes de partis.**

Pour nous, les intérêts supérieurs de la Martinique ne peuvent être défendus et sauvegardés que dans le cadre d'une **décentralisation réelle permettant à des femmes et à des hommes responsables** s'engageant à rendre compte de leurs actes à ceux qui les ont mandatés, de définir et de mettre en œuvre :

1º- Dans le domaine du logement : Une politique du logement avec comme objectif de permettre à toutes les familles martiniquaises, et particulièrement aux plus défavorisées, de se loger **dans des conditions de décence** compatibles avec la dignité humaine et **à des prix en rapport avec leurs revenus.** Et c'est là pour nous une priorité majeure dont les conséquences immédiates seraient de **relancer le secteur du batiment créateur d'emplois** et de **réduire considérablement la délinquance.**

2º- Dans le domaine de la formation : Un programme de formation **adapté aux besoins réels du marché de l'emploi** et permettant aux jeunes de trouver **dans le travail sur place** le sens de la dignité et des raisons d'espérer en l'avenir.

3º- Dans le domaine agricole : Une véritable politique agricole s'articulant autour **d'une réforme foncière volontariste,** de **la mise en application effective** des lois relaves à l'aide aux jeunes agriculteurs, **d'un plan réaliste de diversification des cultures** visant d'abord à répondre à **la demande locale,** ensuite à **conquérir les marchés extérieurs,** et **d'une protection douanière** de nos productions.

4º- Dans le domaine de la pêche : Un plan de modernisation de la pêche visant à couvrir **les besoins d'un marché local organisé par les professionnels.**

5º- Dans le domaine artisanal : Un programme de développement de l'artisanat distinguant les activités de services des activités de production et s'appuyant sur **une campagne de revalorisation du travail manuel,** l'allègement de la fiscalité, la simplification des rapports avec l'administration et **la création de groupements d'entreprises pour une meilleure approche des marchés extérieurs.**

6º- Dans le domaine industriel : Un plan de développement industriel fondé sur **la prospection sérieuse des crénaux de productions** susceptibles d'être créés sur place et **l'instauration de mesures de protection renforcées,** visant à **mettre un terme aux monopoles** de l'importation.

7º- Dans le domaine touristique : Une politique touristique associant dans ses retombées l'ensemble des secteurs d'activité et s'adressant à une clientèle plus large grâce à **des prix rendus compétitifs** par la suppression du monopole d'Air France et la disparition du racket des intermédiaires.

8º- Dans le domaine de la distribution : Un plan de réorganisation des circuits de distribution visant à **valoriser les productions locales** et à **protéger un petit commerce** mieux structuré.

9º- Dans le domaine de l'énergie : Un programme énergétique ayant comme objectif de **réduire notre dépendance** vis-à-vis de l'extérieur par un développement systématique des formes d'énergie nouvelle dont nous disposons.

10º- Dans le domaine culturel : Une politique culturelle faisant une place de choix à **la création artistique** afin que l'âme martiniquaise puisse s'exprimer, **en dehors de tout endoctrinement,** dans sa diversité et trouve dans les racines de la tradition, **le souffle de son universalité.**

Ces différentes actions que les hommes politiques ont, avec constance placé au second plan de leurs préoccupations ne peuvent être menées, à l'évidence, qu'à la condition expresse où :

1º- La vie politique ne soit plus considérée comme **un domaine exclusivement** réservé aux professionnels de la politique, aux avocats, aux médecins, aux «notables» et autres nantis.

2°- De nouvelles relations s'établissent entre les élus et ceux qu'ils représentent sur la base d'une **véritable concertation** avec des organisations socio-professionnelles **responsables** et attachées à remplir leurs devoirs avec **la même rigueur** qu'ils défendent leurs droits, et l'établissement **de contacts permanents** avec les électeurs qui ne doivent plus être sollicités qu'au moment des consultations électorales.

3°- Les élus s'astreignent à **un contrôle effectif** pour s'assurer que l'ensemble des lois votées par le Parlement sont **intégralement appliquées** et, ceci, quelque soit la couleur politique du gouvernement en place.

Ce sont ces considérations, et non la seule ambition de briguer un mandat électoral, qui nous ont conduit à présenter notre candidature dans la circonscription du centre à l'occasion des élections législatives des 14 et 21 Juin prochain.

Et nos idées, nous entendons les défendre aujourd'hui et demain, pour contribuer à la construction d'un avenir de travail et de responsabilité pour la Martinique, dans le respect de **notre attachement à une société de liberté et de participation.**

Dans cette optique, pas plus qu'hier, il ne s'agira pour nous de nous opposer à un Président de la République et à son gouvernement, quels qu'ils puissent être, avec un sectarisme aveugle.

Par contre, dès lors que la volonté des Martiniquaises et des Martiniquais ne sera pas **scrupuleusement respectée** et chaque fois que **les intérêts de ce Département seront menacés,** nous saurons manifester notre désaveu **avec force et détermination** dans le cadre **des libertés démocratiques** garanties par les institutions de la cinquième République.

C'est faute d'avoir su adopter cette politique réaliste que les hommes du passé ont fait déboucher le débat sur la démagogie et la violence.

Face au pouvoir de l'argent et au pouvoir des partis, notre seule force est notre conviction et notre foi en la jeunesse de ce pays.

ET VOUS ?

Christian ENELEDA, 38 ans
Autodidacte, employé à la SIMAR.

Emmanuel PELAGE, 37 ans
Ancien élève de l'ESCAE de Rouen.